

Contrat doctoral

Évaluation d'impact sur la santé et l'équité en santé du dispositif régional PEPS : élaboration d'une méthode spécifique aux territoires urbains et métropolitains.

Contexte

L'Université de Pau.

L'université de Pau et des pays de l'Adour (UPPA) est un établissement supérieur français multi-sites fondé en 1972 et basé dans le bassin et les pays de l'Adour ; principalement à Pau mais aussi à Bayonne et Anglet dans les Pyrénées-Atlantiques, à Tarbes dans les Hautes-Pyrénées et à Mont-de-Marsan dans les Landes. Elle dépend de l'académie de Bordeaux. Elle prépare avec ses 1 200 personnels, environ 13 000 étudiants à l'obtention de près de 100 diplômes, aussi bien en formation initiale, professionnelle que continue. Elle accueille également chaque année plus de 1 300 étudiants étrangers. Avec 164 accords bilatéraux Erasmus et 85 accords de coopération inter-universitaires, elle participe à des échanges d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs au niveau international. 25 équipes de recherche développent des activités de recherche fondamentale en association avec des organismes nationaux (CNRS, INRA, INRIA) et internationaux, et de recherche appliquée avec des partenaires institutionnels et industriels. L'UPPA est labellisée I-Site dans le cadre du plan d'investissement d'avenir avec son projet E2S UPPA (Solutions pour l'énergie et l'environnement).

Le laboratoire PASSAGES

Né de la fusion en 2016 entre deux UMR paloise et bordelaise, l'UMR 5319 PASSAGES (CNRS/UPPA/UBM/UB/ENSAPBx) est un laboratoire pluridisciplinaire et multisites. Composé pour l'essentiel de géographes, de sociologues et d'anthropologues son projet scientifique questionne la reconfiguration des spatialités en regards des changements globaux à l'œuvre. Le laboratoire est riche de 75 enseignants-chercheurs, d'une douzaine de chercheurs CNRS et d'une centaine de doctorants. L'offre de thèse proposée ici est rattachée au site de Pau et s'inscrit dans la focale « transition » de ce programme. Elle se déploiera, vraisemblablement à partir de janvier 2021, dans le nouveau contexte d'un laboratoire en construction, également associé au CNRS, mais dont la tutelle universitaire sera uniquement l'UPPA. Intégrant les géographes et sociologues de PASSAGES, le laboratoire TREE (TRansition Energétique et Environnementale) déploiera sa pluridisciplinarité en direction des domaines juridiques et économique.

Le projet IKT in motion (« Integrated Knowledge Translation : empowerment of society toward sustainable active lifestyle »)

Le **maintien de l'autonomie** est une problématique grandissante de nos sociétés. L'organisation mondiale de la santé (OMS) estime par exemple que le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus doublera vers 2025, et atteindra deux milliards vers 2050. En France, et a fortiori dans la région Nouvelle Aquitaine qui compte dans son périmètre des territoires où l'âge moyen est un des plus élevés d'Europe, une personne sur quatre aura plus de 65 ans d'ici 2030, et la proportion des personnes âgées de plus de 80 ans triplera d'ici 2050 (de 5 à 15%). Les conséquences potentielles de ce vieillissement démographique suscitent beaucoup d'inquiétude, car la sénescence s'accompagne de modifications physiologiques, psychologiques et sociales qui ont un effet négatif sur la santé et l'autonomie des individus. Ce constat est particulièrement vrai dans les zones rurales, où l'accès aux soins et aux services à la personne est très hétérogène et contribue aux inégalités en termes de maintien de l'autonomie. Le **bien-vieillir** et la **santé durable** constituent donc, de fait, une préoccupation partagée par de nombreux acteurs politiques. La Région Nouvelle Aquitaine en a pris la mesure et les a intégrés à ses Feuilles de route 2018-2021 pour la santé (chantier 4 : prévention et santé-environnement ; domaine stratégique 4.1 : mener une politique de prévention santé et d'éducation qui articule territoire et populations cibles) et pour la silver-économie (chantier 2 : aider au bien vieillir ; domaine stratégique 2.2 : permettre un vieillissement actif et accompagné/soutenu).

Parmi les facteurs de risque modifiables susceptibles d'affecter la santé à court et long terme, l'activité physique (AP) tient une place tout à fait centrale. Divers travaux scientifiques estiment à 30% la réduction du risque relatif de décès prématuré chez les personnes actives comparées aux moins actives, notamment en pratiquant des activités sollicitant l'aptitude cardiorespiratoire d'intensité modérée à vigoureuse. Les bénéfices de l'AP sont capitaux pour lutter et tenir à distance pas moins de 25 pathologies chroniques, parmi lesquelles le diabète de type 2, la surcharge pondérale, les maladies cardiovasculaires, les cancers du sein et du colon et l'ostéoporose. Plus spécifiquement, une pratique d'activité physique régulière 2 à 3 fois par semaine tout au long de la vie, à base de contraintes mécaniques (course, port de charges), permet de prévenir la perte osseuse liée au vieillissement notamment chez la femme, et de diminuer le risque de fractures ostéoporotiques. Néanmoins les taux d'activité physique actuels des différentes catégories de populations présentent des valeurs inquiétantes : entre 6 et 17 ans, 72% des garçons et 82% des filles sont insuffisamment actifs (i.e ne respectent pas les 60mn d'activité physique quotidienne recommandées) ; chez les adultes, 30% des hommes et 47% des femmes n'atteignent pas les recommandations de 30mn d'activité physique quotidienne. Par ailleurs, l'activité physique passée est le premier déterminant de l'activité physique actuelle : autrement dit construire des habitudes d'activité physique durables, garantit, notamment à un âge avancé, le maintien d'une activité physique régulière bénéfique pour la santé. Ces constats mettent en lumière la nécessité de développer des programmes de promotion de l'activité physique à tous les âges de la vie pour promouvoir une santé durable.

La réponse des pouvoirs publics, face à ce constat, a été d'impulser des dispositifs de prescription de l'activité physique dans les territoires, notamment dans le cadre du Décret du 30 décembre 2016 permettant au médecin traitant de prescrire de l'activité physique aux patients atteints d'une affection de longue durée. Un second constat s'est fait jour, qui montre notamment que si la plupart des plans d'actions publics destinés à promouvoir la santé grâce à l'activité physique n'ont pas été pérennisés jusqu'à ce jour, cela tient souvent au fait qu'ils ont été construits sur la seule base des connaissances sur la santé et l'activité physique, sans intégrer que le principal enjeu était de construire un dispositif de gestion adossé aux caractéristiques géographiques, politiques et socio-économiques du territoire et aux besoins de ses acteurs. Parce que les capacités des territoires et de leurs acteurs sont aujourd'hui très variables, au regard notamment de l'hétérogénéité des ressources disponibles, il est important d'élaborer des outils modulables qui prennent en compte cette diversité. Il en va ainsi et directement de la lutte contre les inégalités sociales et territoriales de santé.

Ainsi, la première phase d'IKT *in motion*, qui est l'acronyme de « **I**ntegrated **K**nowledge **T**ranslation : *empowerment of society toward sustainable active lifestyle* », est de **construire ces outils**. Deux lots sont retenus. Le premier lot consiste à établir les éléments à intégrer dans un diagnostic territorial approfondi spécifique au maintien de l'autonomie grâce à l'activité physique. Le second lot consiste à établir une méthode d'évaluation d'impact sur la santé (EIS), et plus particulièrement d'impact sur l'équité en santé (EIES), qui sera appliquée aux actions de la *stratégie régionale sport santé bien-être nouvelle-aquitaine*, et plus spécifiquement au dispositif de Prescription d'exercice pour la santé (PEPS). Ce dispositif (tout comme la *stratégie régionale sport santé bien-être nouvelle-aquitaine*) est co-porté par l'Agence Régionale de Santé (ARS), la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale, et la région Nouvelle-Aquitaine, et a été inauguré en novembre 2019. Il est prévu de le déployer sur l'ensemble du territoire régional, grâce au recrutement de coordonnateurs dans chaque département et en s'appuyant sur les réseaux pré-existants tels que *Côte Basque Sport Santé*, *Limousin Sport Santé*, *Sport Santé 24* et *Sport Santé 86*. La thèse proposée s'intéressera plus spécifiquement aux territoires urbains que ce soit dans des contextes de villes moyennes, de métropoles ou de conurbations multipolarisées.

Cette thèse sera dirigée par Frédéric Tesson (Université de Pau et des Pays de l'Adour) et codirigée par Bastien Viollet (université de Poitiers) et hébergée au laboratoire PASSAGES (puis TREE) sur le site palois de l'université. Elle sera menée conjointement à une autre thèse portant sur les mêmes problématiques mais orientée vers les espaces ruraux, périurbains et les petites villes, encadrée par Dominique Royoux (université de Poitiers) et Sabine Chavinier (université de Limoges) hébergée au laboratoire RURALITÉS à Poitiers. Des liens forts seront à tisser entre les doctorants recrutés et des échanges fréquents (séminaires, journées d'études,...) viendront nourrir ces liens.

Missions et activités principales

La conduite du projet de recherche

- Réalisation d'un « état de l'art » sur les 2 thèmes du contrat évoqué ci-dessus, à partir d'une analyse documentaire approfondie de la littérature scientifique en France et à l'étranger ;
- Rédaction et mise en place des protocoles de recherche choisis en liaison avec le comité de pilotage ;
- Choix d'un échantillon diversifié de villes et territoires urbains en Nouvelle-Aquitaine et d'acteurs à enquêter (décideurs, habitants, associations, clubs, intermédiaires du développement et de l'aménagement...);
- Gestion de bases de données et analyse statistique complexe (Analyse en Composante Principale et Classification Ascendante Hiérarchique) ;
- Conduite d'enquêtes qualitatives (entretiens répétés, focus groupes, ..) et traitement statistique et cartographique adaptés.

La valorisation du projet de recherche

- Participation à l'organisation et la mise en œuvre des actions de diffusion associées au projet ;
- Rédaction d'articles scientifiques et communication en congrès ;
- Organisations de journées d'études sur les 2 lots du contrat doctoral

Compétences

Connaissances

- Connaissance et compétences en analyse territoriale multi-sectorielle ;
- Connaissance des méthodes d'enquêtes quantitatives et qualitatives ;
- Intérêt pour les analyses axées sur les usages et les pratiques des acteurs.
- Connaissance du fonctionnement des espaces urbains et métropolitains et des politiques publiques s'y déployant

Savoir-faire

- Maîtrise des outils d'enquêtes quantitatives et qualitatives (questionnaires, guides d'entretien, focus groupes, entretiens individuels..);
- Maîtrise des méthodes d'analyse et de traitement de données quantitatives et qualitatives (y compris cartographiques), relatives à la réalisation de diagnostics territoriaux approfondis et aux méthodes d'évaluation d'impact sur l'équité en santé ;
- Préparation et animation des réunions de travail en lien étroit avec les différentes instances et acteurs engagés dans les dispositifs PEPS.

Savoir-être

- Rigueur organisationnelle ;
- Capacité à s'intégrer dans une équipe de recherche ;
- Capacité à interagir avec les différents partenaires du projet ;
- Capacité de communication des informations ;
- Capacité d'autonomie sur le terrain.
- Capacités rédactionnelles et d'expression orale.

Profil du candidat attendu :

Le/la candidate sera issu.e d'une formation en sciences sociales fortement orientées vers l'analyse territoriale multi-dimensionnelle et multi-acteurs, valorisant la connaissance des politiques publiques territoriales : géographie, aménagement du territoire, STAPS (orientation sciences sociales), sociologie, anthropologie, ethnologie. La connaissance des dispositifs de santé sera appréciée.

Date de prise de fonction

Le contrat prend effet le 1^{er} novembre 2020, pour une durée de trois ans.

Conditions de dépôt des candidatures

Documents à fournir

- Curriculum vitae
- Lettre de motivation

Date limite de dépôt des candidatures

15 septembre 2020

Dépôt des dossiers :

Lettre de motivation et CV sont à envoyer par courriel à

- frederic.tesson@univ-pau.fr
- avec copie à
- julien.bois@univ-pau.fr
 - laurent.bosquet@univ-poitiers.fr

Modalités de recrutement

Après examen des dossiers de candidature, les candidats seront convoqués à un entretien qui aura lieu dans les locaux de palois de l'université de Pau et des Pays de l'Adour, entre le 1^{er} et le 15 octobre 2020, en présentiel ou en distanciel si les conditions sanitaires l'exigent.

Contacts :

Frédéric Tesson, directeur de thèse : frederic.tesson@univ-pau.fr

Laurent Bosquet, responsable scientifique du projet IKT in motion : laurent.bosquet@univ-poitiers.fr

Julien Bois, responsable scientifique du projet IKT in motion : julien.bois@univ-pau.fr